

A propos «Du négationnisme à gauche. Paradigmes de l'usage et de l'abus de l'idéologie» de Francesco Germinario (*Negazionismo a sinistra. Paradigmi dell'uso e dell'abuso dell'ideologia*, Asterios, 2017)

Dans ce livre, l'historien italien s'est fixé pour objectif d'étudier le «*négationnisme à gauche*¹». Pour commencer, il établit une différence entre :

– les très rares écrits d'Amadeo Bordiga sur la «question juive», la Shoah et le sionisme (qu'il a lus... fait rarissime, et compris, ce qui est encore plus rare, tout comme sa référence positive aux Gauches communistes antistaliniennes, c'est-à-dire à une «*tradition théorico-politique prestigieuse, même si elle était minoritaire, du marxisme*» et même aux écrits de Jacques Camatte !); néanmoins, selon lui, Bordiga a réduit le totalitarisme nazi à l'étatisation de l'économie ;

– la brochure de Martin Axelrad, *Auschwitz ou le grand alibi*, faussement attribuée à Bordiga ; selon Germinario, ce texte marque une régression² par rapport à la pensée de Bordiga dans la mesure où il réduit l'antisémitisme à une lutte entre secteurs de la petite bourgeoisie non juive et juive ;

– les textes écrits par des militants ultragauches³ français ou italiens n'étant pas forcément devenus négationnistes, mais qui ont fini, selon une «*vision naturaliste*», par réduire le capitalisme à un «*mécanisme répétitif toujours égal à lui-même*» ;

– et ceux écrits par des négationnistes italiens ou français ayant appartenu à «l'ultragauche» (comme ceux de *La guerre sociale*) ou aux milieux radicaux influencés notamment par le situationnisme⁴ qui en sont venus à considérer que le monde capitaliste entier n'était plus qu'un «*gigantesque Auschwitz*».

Ces négationnistes (et non les groupuscules se réclamant de la Gauche communiste italienne, et antistalinienne, surnommés «bordiguistes») ont, selon Germinario, récupéré l'argumentaire de l'extrême droite et essayé de l'introduire dans la grille de lecture de Bordiga et d'Axelrad, d'où la confusion et les erreurs de nombreux commentateurs pressés qui n'ont pas pris le temps d'explorer les «*catacombes*» (*sic*) de l'ultragauche.

¹ Pour ma part, j'emploierai plutôt ici l'expression de «négationnisme ultragauche» puisque les auteurs cités sont des individus influencés par la Gauche communiste italienne et par le situationnisme, et non par les idées sociales-démocrates ou staliniennes.

² Germinario décèle même, dans un tract anonyme qu'il attribue à Axelrad, un glissement antisémite, puisque ce texte dénonce les «*colons juifs des Territoires qui font chanter à leurs gamins des chansons ressemblant (au nom de l'ennemi près) comme deux gouttes de sang à celles des jeunesses hitlériennes*» (PCI, 2001).

³ Cette expression vague désigne, en principe, les héritiers politiques des Gauches communistes hollandaise (Pannekoek, Gorter), allemande (Korsch, Mattick) et italienne (Bordiga), opposées à la ligne officielle de la Troisième Internationale, mais pour des raisons différentes.

⁴ Selon Germinario, le négationnisme, qu'il soit de droite ou de gauche, a retenu au niveau méthodologique (et non, bien sûr, au niveau de son contenu politique) l'une des leçons du situationnisme : l'univers des médias joue un rôle central dans la société contemporaine ; et, donc pour attirer leur attention, il suffit de leur offrir un scoop, une info exceptionnelle, fût-elle fantaisiste – dans ce cas, la négation de l'extermination des Juifs par les nazis durant la seconde guerre mondiale. Piège dans lequel, ajouterai-je, tombèrent à pieds joints et **volontairement** des journaux comme *Le Monde*, *Libération* et *Le Quotidien de Paris* en publiant des lettres ou des tribunes de Faurisson, Guillaume and Co (cf. *Ni patrie ni frontières* n° 46-47, *Incrévables négationnistes 1948-2014*).

D'après l'auteur, Bordiga et Axelrad n'ont jamais été négationnistes, à proprement parler, puisqu'ils n'ont jamais nié l'existence des chambres à gaz, ou tenté de remettre en cause⁵ les chiffres du judéocide. Germinario s'en tient à une définition précise du négationnisme⁶ : «*mécanisme de réécriture de l'histoire rejetant les crimes contre l'humanité qui révèlent la nature meurtrière des régimes nazis-fascistes*» (Vercelli, 2013). Selon Germinario, Bordiga et Axelrad ne furent pas influencés par la littérature négationniste d'extrême droite d'après-guerre et ignorèrent sans doute les débuts de la recherche historiographique sur le judéocide.

Cette explication me semble plausible pour *Auschwitz et le grand alibi* paru en 1960. Néanmoins, en dénonçant la Résistance stalino-bourgeoise, le PCI (Parti communiste international dit «bordiguiste») commit une grave faute politique en refusant de se démarquer des tentatives de l'extrême droite. En effet, cette dernière se démenait pour blanchir les ex-collaborateurs de Vichy, particulièrement nombreux à tous les niveaux de l'Etat français. Le PCI négligea de prendre en compte l'offensive idéologique des antisémites qui avaient commencé par dénoncer les «excès de l'épuration» et prôner la réconciliation nationale entre résistants et collabos, puis s'étaient de plus en plus enhardis à nier le judéocide et à minimiser les crimes du nazisme. Le PCI évoqua un «*grand alibi*» à propos d'Auschwitz sans se préoccuper du contexte politique dans lequel il opérait. Il considérait, à l'époque (et il continue à le penser aujourd'hui) qu'il était absolument **vital** de démystifier la façon dont la dénonciation de l'antisémitisme et de la Shoah était instrumentalisée par l'Etat, la gauche réformiste et tous les démocrates bourgeois. En clair, il était plus important pour lui de dénoncer l'anti-antisémitisme que de dénoncer l'antisémitisme ! La diffusion microscopique de sa prose n'excuse pas ses grossières erreurs d'appréciation et sa cécité politique.

Force est de constater que la critique des staliniens, de la Résistance, de la démocratie parlementaire et de l'antifascisme se trouvait à la même époque exprimée de façon tout aussi virulente (dans la forme, bien sûr, pas dans le fond politique) dans les deux premiers livres de Rassinier et son recueil d'articles qui fit scandale en 1955 et 1956 : *Le Parlement aux mains des banques*, supplément à *Contre-Courant*, *Cahiers mensuels d'études sociales, pacifistes et libertaires*, publication éditée par Louis Louvet, militant anarchiste depuis les années 1920. Une vingtaine d'années plus tard, Jacques Camatte (1982) et les ultragauches des années 1970/1980 en étaient parfaitement conscients et s'en réjouissaient même, mais les «bordiguistes» ne se sentaient toujours pas concernés, tant ils étaient convaincus de posséder la ligne juste.

L'hypothèse de Germinario (l'ignorance au moment de la parution d'*Auschwitz et le grand alibi*) me semble beaucoup moins satisfaisante pour analyser les écrits de la poignée de militants ultragauches qui soutinrent la «liberté d'expression» et les pseudo «recherches» de Faurisson, quand ils ne firent pas alliance avec lui à partir de 1979, alors que les connaissances sur les centres de mise à mort et le judéocide avaient beaucoup avancé. Cet argument de l'ignorance concernant la «littérature spécialisée» ne peut plus être invoqué pour expliquer le contenu des articles parus dans *Le Prolétaire* (organe du

⁵ Ce n'est malheureusement pas le cas de leurs disciples du PCI qui, dans leur brochure de 2001, se réfugient derrière le livre de Jean-Claude Pressac et son «*coefficient multiplicateur émotionnel*» (!?) pour se livrer à de bien étranges insinuations «historiques».

⁶ Certains antifascistes considèrent comme négationniste toute personne qui établit un trait d'égalité entre sionisme et nazisme, qui procède à des comparaisons entre le judéocide et les crimes de guerre commis par Tsahal contre la population palestinienne, voire tout antisémitisme inconscient. En réalité, ce choix politique d'élargir au maximum la définition du négationnisme aboutit souvent à brouiller la compréhension de ses spécificités.

PCI) en 2000 et 2011 à propos d'*Auschwitz et le grand alibi* et des polémiques que cette brochure suscita dans les milieux antifascistes et trotskystes, et bien au-delà⁷.

Ce qui pouvait être considéré comme de l'ignorance il y a soixante ans relève désormais d'une ligne politique pluridécennale qui, même si elle n'est **pas du tout motivée par le négationnisme ou par l'antisémitisme**, dévoile une incapacité profonde, sans doute irrémédiable, de nombreux marxistes (pas simplement la poignée de ceux qui se réclament encore de Bordiga) à comprendre l'antisémitisme, le fascisme et le nazisme. Et donc à lutter contre la résurgence éventuelle de ces fléaux, sous une forme ou une autre.

Après cette mise au point initiale de l'auteur qui peut sembler assez indulgente face à Bordiga et son disciple Axelrad, Germinario se montre critique, voire impitoyable, non seulement par rapport à l'analyse du nazisme et du fascisme par Amadeo Bordiga et Martin Axelrad, mais aussi par rapport au marxisme lui-même, comme nous le verrons plus loin.

Des convergences anciennes entre l'extrême droite et l'extrême gauche

Tout auteur qui s'intéresse au négationnisme à gauche, ou de gauche, ne peut que s'interroger sur l'existence possible de convergences plus anciennes entre l'extrême gauche et l'extrême droite, en ce qui concerne l'antisémitisme. Ces convergences ne sont pas nouvelles, comme l'ont révélé par exemple les ouvrages de Zeev Sternhell ; ou même l'article de Shlomo Sand (1984) dans lequel il analyse les propos antisémites tenus par Georges Sorel dans sa correspondance privée et ses prises de position publiques à partir de 1906. Même si Sand qualifie l'antisémitisme sorélien de «*judéophobie inconséquente relevant davantage du caractère de l'homme que des fondements de sa philosophie*» (?!), les revues dans lesquelles Sorel publia ses diatribes contre les Juifs couvraient tout l'échiquier politique.

Germinario n'ignore pas ces convergences anciennes, d'autant qu'il les a lui-même étudiées en détail dans plusieurs autres ouvrages dont nous rendrons compte dans un autre article. Il n'oublie donc pas de mentionner que, en France, au XIX^e siècle, l'antisémitisme a sévi à gauche et plus précisément chez certains théoriciens et au sein des mouvements socialistes ou anarchistes, au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Mais, dans *Negazionismo a sinistra* (2017), il se concentre sur les productions idéologiques des années 1970 et suivantes, dans les cercles minuscules de «l'ultragauche» française (il mentionne aussi quelques négationnistes de gauche italiens que nous n'évoquons pas ici).

Extrême droite et ultragauches : des motivations très différentes !

Si l'extrême droite et certains éléments de «l'ultragauche» ont dénoncé ce qu'ils ont appelé le «*mythe*» d'Auschwitz ou le «*grand alibi*» qu'il constituerait, ces deux courants avaient des intentions différentes et même opposées, du moins pour ceux qui ne sont pas devenus ensuite négationnistes et antisémites. Autant les fascistes et les néonazis niaient l'existence des chambres à gaz et du judéocide, autant les ultragauches niaient que les Alliés et Staline aient défendu la démocratie contre le fascisme et se soient préoccupés le moins du monde du sort des Juifs avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces deux positions sont donc tout à fait opposées et inconciliables, comme peut le constater tout historien de bonne foi.

Comme le rappelle Germinario (2015) : «*Après tout, les premiers négationnistes ont été les nazis pendant la guerre, lorsque, sous l'avancée des troupes alliées et soviétiques, ils ont essayé d'effacer toute preuve de leurs pratiques d'extermination. [...] [ils] étaient conscients d'avoir provoqué une fracture historique, [...] d'avoir organisé une extermination qui allait au-delà des procédures mises en*

⁷ Cf. la brochure du PCI (2001) ; et «Lutte Ouvrière, les 'bordiguistes' et *Auschwitz ou le grand alibi* : à propos d'une 'mise au point'», *Le prolétaire*, n° 500, mai-septembre 2011 (sinistra.net).

place dans les exterminations précédentes, même dans des exterminations plus récentes, comme l'extermination des peuples des colonies, celle des Arméniens, etc.»

Comme le souligne Claudio Vercelli (2013), les nazis ont voulu dissimuler leurs crimes en utilisant un nouveau régime linguistique (*Sprachregelung*), une nouvelle stratégie de communication. Ils ont cherché à rendre les événements indéchiffrables à travers un langage éluif, euphémistique, grâce à des allusions métaphoriques empruntées au langage bureaucratique, comme en témoignent les discours de Himmler des 4 et 6 octobre 1943 à Poznan⁸.

Après cette première démarche des nazis durant la guerre, *«le négationnisme proprement dit a toujours été convaincu que depuis 1945, l'Europe – mais, plus généralement, l'Occident qui se reconnaît dans des systèmes politiques pluralistes – s'est fondée sur un grand mensonge, la Shoah : c'était un "mythe", le "mythe de l'Holocauste", [...] créé et diffusé par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, en particulier par les puissances démocratiques, l'Angleterre et les États-Unis, naturellement avec la complicité diabolique du judaïsme mondial, ce dernier étant souvent modestement présenté comme le "sionisme", afin d'éviter de démontrer le recours à des catégories d'analyse typiques de la pire tradition théorique et politique antisémite»* (Germinario).

Dans l'immédiat après-guerre, l'extrême droite internationale a cherché à dénoncer la «justice sommaire» des Alliés vis-à-vis des vaincus afin de se dédouaner des crimes qu'elle avait commis ou directement approuvés ; pour cela, elle a élaboré une fable conspirationniste, selon laquelle «les Juifs» auraient menti sur Auschwitz, les chambres à gaz et le projet exterminationniste hitlérien, parce qu'ils voulaient parfaire leur domination du monde en culpabilisant les Allemands (voire en les «rançonnant») – et même l'humanité.

On retrouve cette idée, sous une forme non explicitement antisémite, dans le pamphlet de Norman Finkelstein *L'industrie de l'Holocauste*, dont le titre original est beaucoup plus clair en anglais : *Shoah Business*. *«En dehors de la hargne et du vitriol qui se déploient dans ce livre, on peut déceler une façon plus subtile dont Finkelstein travaille pour les antisémites. Il construit une théorie du complot élaborée, selon laquelle les Juifs auraient été incités, par une élite juive corrompue qui chercherait à obtenir un soutien international pour Israël, à passer de l'apathie à l'obsession à propos de la Shoah. Finkelstein ne se demande pas si les Juifs eux-mêmes ont pu changer d'attitude vis-à-vis du judéocide, au fil des années, pour un éventail complexe de raisons. Selon lui, les Juifs ne sont que de simples moutons, manipulés par une élite juive rusée.»* (Jonathan Freedland, «An Enemy of the People», *The Guardian*, 14 juillet 2000.)

Selon Vercelli (2013), les négationnistes ne nient pas l'antisémitisme, ni les persécutions contre les juifs (les lois de Nuremberg adoptées en septembre 1935), ni même la déportation dans des camps. Sauf que, pour eux, il s'agit d'un «simple» enfermement justifié par le prétendu comportement (subversif, antiallemand ou... séparatiste !) des Juifs. Ils nient le moyen (les chambres à gaz), le nombre (6 millions), l'intention raciste et le projet d'extermination. Ils inventent toutes sortes d'explications comme le fait que les Juifs auraient immigré massivement dans d'autres pays après la guerre, ou que ceux qui sont morts dans les camps auraient été victimes des bombardements alliés qui avaient coupé les lignes de ravitaillement.

Au fil des années, les héritiers politiques des collaborateurs, des miliciens pronazis ou profascistes et des assassins de la SS et de la Wehrmacht ont cherché à entrer sur le terrain historiographique, en se donnant un masque de neutralité⁹, même si l'antifascisme et la démocratie bourgeoise ont toujours été

⁸ Cf. le site phdn.org pour des extraits de ces discours.

⁹ En dehors de leur défense du négationnisme, les théoriciens les plus sophistiqués de l'extrême droite européenne ont essayé de présenter Hitler comme un visionnaire qui aurait compris que les Etats-nations étaient dépassés et qu'il fallait construire, en quelque sorte, une «Europe puissance», comme l'on dit

leur cible. Dans ce but, ils ont choisi de s'appeler «révisionnistes», terme qui «*suggère une attitude antisectaire et un désir de conciliation*», voire prétend donner «*une leçon implicite de tolérance*» aux critiques du négationnisme (Gabel, 1984). Ce choix terminologique avait en même temps l'avantage de se rattacher artificiellement à un courant critique des interprétations dominantes du fascisme, courant apparu chez certains historiens en Allemagne et en Italie.

Comme le souligne un autre auteur (Rebora, 2020), les négationnistes d'extrême droite ont déployé une stratégie en plusieurs volets :

1) ils ont cherché à réfuter les témoignages des victimes et des bourreaux en mettant l'accent sur leurs contradictions et leurs incohérences, en prétendant que les nazis avaient été torturés par les Alliés avant les procès de Nuremberg ou que les victimes auraient beaucoup exagéré ;

2) ils ont tenté de rejeter les théories sur l'extermination des Juifs et le nazisme en dénichant un ou plusieurs détails inadéquats, selon le principe «*Si une pièce du raisonnement s'effondre, toute la théorie s'écroulera*¹⁰» ;

3) ils ont eu recours de façon obsessionnelle aux sources papier, sans jamais les contextualiser ni se préoccuper de leur authenticité ;

4) ils ont dénigré et tenté de ridiculiser les descriptions les plus terribles du judéocide au nom d'une prétendue impartialité ;

5) ils ont toujours mélangé le vrai et le faux dans leurs affirmations, de façon à semer le trouble chez leurs interlocuteurs peu avertis ;

5) ils ont constamment critiqué les méthodes historiographiques et attaqué toute déclaration non conforme à leurs propres principes idéologiques, en tentant de se cacher derrière un vernis de scientificité académique ;

6) «*le négationnisme a toujours cherché à se présenter dans les circuits médiatiques comme une articulation du soi-disant "révisionnisme historique", réclamant le droit d'établir des relations de confrontation avec la recherche historique*» (Germinario, 2015) ;

7) le négationnisme a profité du relativisme qui commençait à envahir la scène intellectuelle, au milieu des années 1970. Selon Germinario, les négationnistes ont «*exploité cet aspect de la modernité selon lequel le pluralisme des idées se décline comme une demande de reconnaissance d'une légitimité égale pour toutes les idées et positions : il est possible de tout soutenir, parce que toutes les positions sont également légitimes*». L'historien italien relie cette démarche au climat créé par les débats virulents sur le fascisme et le nazisme, débats provoqués par des historiens comme Ernst Nolte et Renzo De Felice au début des années 1970.

La trilogie d'Ernst Nolte (*Le fascisme dans son époque*) parut en Allemagne en 1963, et en France en 1972 : Nolte affirma que le nazisme et le fascisme avaient été avant tout des réactions contre le totalitarisme soviétique, ce qui pouvait apparaître comme une absolutisation, ou du moins une relativisation, de leurs crimes. A partir de 1986, l'historien allemand glissa progressivement vers un discours antisémite et fut accueilli à bras ouverts par les milieux nationalistes et néonazis. Comme l'écrit Valentina Pisanty (2016), Nolte légitima «*des auteurs comme Stäglich, Roques, Leuchter et Mattogno,*

aujourd'hui, à la fois contre les Etats-Unis et contre l'URSS. Ce qui, comme le note Germinario (2001), les a mis dans une position inconfortable et profondément incohérente jusqu'à la chute du Mur puisqu'ils voulaient à la fois préserver leur anti-américanisme historique (l'Amérique incarnant pour eux les pires tares de la modernité capitaliste et, selon leur logique paranoïaque, un Etat contrôlé par «les Juifs») et soutenir une position atlantiste – puisqu'ils donnaient la priorité à la lutte contre les Partis «communistes» européens et les pays dits «socialistes».

¹⁰ L'exemple type est la façon dont Faurisson a utilisé l'exemplaire original du *Journal* d'Anne Frank et les deux écritures employées par la jeune fille pour discréditer ce texte, cf. Didier Daeninckx (2007).

dont il loue la formulation scientifique, la bonne foi et la solidité des argumentations qu'il invite les lecteurs à prendre au sérieux, ne fût-ce qu'au nom du principe de la liberté d'expression. De telles ouvertures suggèrent qu'entre Nolte et les négationnistes s'instaure un jeu de rôle tacite, pas nécessairement conscient ; Nolte s'y limiterait à accrédi­ter les négationnistes et à semer le doute sur la réalité de l'extermination, sans toutefois aller jusqu'à nier les chambres à gaz ("seule exception" des crimes nazis par rapport aux crimes soviétiques), tandis que les négationnistes se chargent de la sale besogne de négation pure et simple» qui aboutit à l'équation communisme = nazisme.

Quant au livre de Renzo De Felice, qui lui valut d'être accusé de réhabiliter plus ou moins le fascisme parce qu'il le présentait comme un totalitarisme de gauche influencé par les Lumières, il parut en Italie en 1975 sous le titre *Intervista sul fascismo* (Pour plus de détails sur De Felice, cf. Musiedlak, 1989).

Pour ma part, je verrais plutôt, et surtout, dans ce relativisme l'un des effets de la crise du marxisme et du militantisme qui éclata après l'échec des mouvements sociaux et des grèves de masse qui marquèrent la période 1968-1974, ainsi que d'autres phénomènes apparus à la même époque¹¹. D'ailleurs, l'auteur évoque, lui-même, vers la fin de son livre une «*tendance contemporaine plus générale à nier l'Histoire*», et à aplatir «*les frontières entre le passé et le présent*», ainsi que la façon dont certains raisonnements et procédés négationnistes annonçaient les ravages du postmodernisme parmi les intellectuels et les militants de gauche au XXI^e siècle.

Selon Germinario, les négationnistes d'extrême droite se sont toujours présentés comme neutres et apolitiques pour vendre leur camelote, à la différence des «négationnistes de gauche» dont la démarche purement politique était ouvertement affichée. Mais quelle était donc la source de cette idéologie du côté de l'ultragauche ? Comment a-t-on pu passer d'une critique radicale du capitalisme, fût-elle sectaire et doctrinaire, au négationnisme, et quelles furent les passerelles idéologiques entre ces deux positions ?

Les origines de la critique de l'antifascisme par Bordiga

Germinario remonte aux origines de la critique de l'antifascisme par Bordiga, et nous explique qu'elle est bien antérieure à Auschwitz et au nazisme, puisque, dès les années 1920, on décèle chez Bordiga et ses partisans la crainte et la conviction que l'antifascisme (le fait de présenter le fascisme comme un régime totalement exceptionnel par rapport au cours normal du Capital et de la démocratie bourgeoise) contribue à cacher le fait qu'il est indissolublement lié au capitalisme, légitime des alliances politiques avec des partis bourgeois et éloigne (voire liquide) toute perspective de rupture révolutionnaire. Dans les années d'après-guerre cet antifascisme domine à gauche (et même bien au-delà, ajouterai-je, puisqu'il justifie également l'intervention des Etats-Unis dans le second conflit mondial), et il est structuré, en tous cas en Europe, par l'interprétation stalinienne de cet antifascisme.

Germinario ne les évoque pas, mais il faut rappeler les répercussions négatives de cette forme d'antifascisme : le renoncement des anarchistes espagnols à pousser le processus révolutionnaire jusqu'au bout en Espagne ; le refus de la gauche française au pouvoir en 1936 de s'attaquer aux capitalistes et à leur Etat ; la dissimulation des conséquences catastrophiques du pacte germano-soviétique d'août 1939 à juin 1941 ; l'alliance, pendant la guerre, des partis communistes avec des fractions de la bourgeoisie (comme le soutien à De Gaulle en France mais aussi à Batista à Cuba, entre 1940 et 1944, parmi bien d'autres exemples) ; le blocage de tout passage de la résistance armée antifasciste à une éventuelle révolution sociale en France et en Italie, une fois le fascisme italien et le nazisme allemand militairement défaits ; la constitution de gouvernements d'union nationale dans l'immédiat après-guerre en Italie comme en France, qui ont obligé les travailleurs à reconstruire l'économie capitaliste européenne en acceptant des conditions de travail ignobles, etc.

¹¹ Cf. «Sur les origines d'un certain relativisme ultragauche et ses dérivés hypercritiques» (2013) Cf. <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1960>

Selon Germinario, la critique de l'antifascisme élaborée par Bordiga (et poursuivie par Axelrad, l'auteur *d'Auschwitz et le Grand Alibi*) ne visait donc pas du tout à nier l'existence des chambres à gaz, mais à préserver la pureté de la doctrine marxiste («invariante» selon Bordiga lui-même). Pourtant elle fut utilisée par des individus et des groupes qui n'avaient pas du tout les mêmes intentions.

De Bordiga à ses épigones

L'objectif de «l'ultra-gauche» était au départ totalement différent de celui de l'extrême droite négationniste. La composante de «l'ultra-gauche» qui est restée hostile à tout négationnisme avait cinq objectifs :

– **combattre l'antifascisme, et son corollaire les Fronts populaires, pour leur interclassisme.** Pour la Gauche communiste italienne, cet interclassisme permet «*au prolétariat d'établir une relation positive, et non plus d'extériorité, avec l'État et surtout avec d'autres secteurs de la société, y compris certains secteurs du capitalisme lui-même*» (Germinario, 2017), ce qui évidemment était contraire aux principes communistes ; l'antifascisme conduit «*à l'abandon de la perspective révolutionnaire parce qu'il amène le prolétariat à accepter une vision de la politique typique des classes moyennes*» (*idem*) ;

– fournir **une interprétation marxiste de l'antisémitisme hitlérien** : celui-ci fut alors présenté comme la conséquence extrême de la nature «barbare» (voire même «totalitaire¹²», mais au sens uniquement économique) de l'exploitation capitaliste. Pour Germinario, cela aboutit à «*normaliser le nazisme*», à le réduire à une simple «*forme de pouvoir politique qui obéissait aux lois immanentes du mode de production capitaliste*». Cette interprétation marxiste rejette la possibilité que les nazis aient eu un projet politique exterminationniste¹³ et que ce projet ait joui de sa propre logique, déconnectée de celle de l'extraction de la plus value¹⁴ dans les centres de mise à mort ; de plus, Bordiga n'a établi aucune différence entre fascisme et nazisme (ce point mériterait d'être vérifié) ;

– **dénoncer le «mensonge démocratique» et «antifasciste» des puissances impérialistes à propos de la seconde guerre mondiale**, mensonge propagé également par les partis sociaux-démocrates et staliniens, dans le cadre des mouvements de la Résistance mais aussi après 1945 ;

– **présenter la seconde guerre mondiale comme la simple répétition, en plus barbare, de la première**; les révélations sur Auschwitz et les «camps de la mort» furent plus ou moins assimilées aux

¹² Pour ne prendre que deux exemples, ce terme revient trois fois dans «Le cycle historique de la domination politique bourgeoise», *Programme communiste* n° 11, avril-juin 1960, et une dizaine de fois dans la brochure du PCI de 2001.

¹³ Les militants qui se réclament de Bordiga en France se donnent beaucoup de mal pour nier les projets exterminationnistes des nazis, expliquant que «*Pratiquement plus personne parmi les historiens sérieux n'adhère aujourd'hui à cette conception.*» (PCI, 2001) Cette affirmation est inexacte car les historiens continuent à être divisés sur la question. De plus le PCI établit un lien purement polémique entre l'hypothèse (solidement documentée) selon laquelle Hitler souhaitait dès les années 1920 exterminer les Juifs, et le refus de dénoncer les complicités entre les puissances impérialistes et le Troisième Reich : refus des gouvernements démocratiques européens et américain de mobiliser leurs opinions publiques contre l'antisémitisme ; fermeture quasi totale des frontières allant jusqu'au renvoi des réfugiés juifs vers l'Allemagne ; refus de bombarder les voies ferrées menant aux centres de mise à mort, etc. Cependant, ce lien **automatique** ne tient pas la route, parce que le PCI cite lui-même des historiens démocrates bourgeois qui n'hésitent pas à remettre en cause la politique des Etats-Unis ou de l'Angleterre entre 1933 et 1945.

¹⁴ On trouvera une application de cette «théorie» absurde dans les calculs d'épiciers d'un pseudo «historien» (Vittorio Giuntella) cité par le groupe léniniste Lotta comunista. Cf. «Un exemple de la cécité marxiste face au judéocide» (2020) <http://nnpf.eu/spip.php?article748>.

mensonges ou aux exagérations des propagandes allemande, anglaise ou française durant la première guerre mondiale ;

– et enfin **dénoncer le sionisme comme étant un projet hostile au droit à l'autodétermination des Palestiniens et complice de l'impérialisme** (sur ce plan, quelques ultragauches ont pu glisser vers le conspirationnisme antisémite et rejoindre les négationnistes de gauche).

Pour Germinario, l'ultragauche et à sa suite les négationnistes de gauche ont commis deux escroqueries :

– avoir laissé entendre que *Auschwitz et le grand alibi* était de Bordiga¹⁵ ;

– et, plus grave, confondre, staliniens, socialistes et nazis dans la même opprobre ; cela conduit, selon lui, au *qualunquismo*, à l'indifférence face aux faits et aux idéologies qui sont jugées toutes pareilles, toutes néfastes.

Selon Germinario, cette vision de l'Histoire qui place d'un côté les vrais révolutionnaires antistaliniens, et, de l'autre, un front commun entre staliniens, sociaux-démocrates et nazis, a conforté, sans le vouloir bien sûr, le discours sur le «nazi-communisme» qui était (et est encore) celui du libéralisme. Libéralisme qu'il semble pourtant défendre lui-même tant il paraît considérer le marxisme comme hostile à la «démocratie» (?) et au «pluralisme démocratique» (?).

Mus par le ressentiment des minoritaires, certains révolutionnaires antistaliniens ont cru pouvoir utiliser les prétendues «recherches» de Faurisson et d'autres prétendus «révisionnistes» pour renforcer le marxisme révolutionnaire et approfondir le fossé entre prolétariat et démocratie. L'auteur n'écarter pas l'hypothèse d'une fascination d'une partie de «l'ultragauche» pour la critique radicale de la démocratie par l'extrême droite, qui elle aussi réfute la démocratie en bloc.

De Bebel à Axelrad : une incompréhension de la prétendue «question juive»

Selon Germinario, dans *Auschwitz et le grand alibi*, Martin Axelrad reste fidèle à la démarche que l'on trouve déjà chez Karl Kautsky (*Rasse und Judentum*¹⁶) et Abraham Léon (*La conception matérialiste de la question juive*), auteurs qui tous deux se focalisaient déjà sur le rôle de la petite bourgeoisie juive. Dans le cas du nazisme, Axelrad réduit la prétendue «question juive» à la présence d'une petite bourgeoisie juive qui aurait concurrencé les petites bourgeoisies non juives dans chaque pays : le conflit entre ces deux types de petite bourgeoisie, en Allemagne, aurait été manipulé par le Grand Capital qui, une fois les petits bourgeois juifs économiquement éliminés, se serait chargé de les mettre au travail puis de les éliminer physiquement¹⁷. Si vraiment le judéocide hitlérien a été strictement déterminé par les besoins intrinsèques du Grand Capital pourquoi seule la petite bourgeoisie juive **allemande** a-t-elle été la cible du Capital et pas toutes les petites bourgeoisies non juives d'Europe, alors que le continent traversait une crise économique historique ? se demande l'auteur. Et l'on pourrait se

¹⁵ Il pense que ce malentendu aurait été délibérément favorisé par les «bordiguistes» et leurs sympathisants, puisqu'ils n'auraient pas voulu expliquer que ce texte avait été écrit «seulement» par Martin Axelrad et non par leur maître à penser. Par cette manœuvre ou ce silence complice, ils auraient cherché à donner plus d'autorité à ce texte. Néanmoins, Germinario néglige une explication plus simple : aucun texte paraissant dans les revues «bordiguistes» n'est jamais signé et cet anonymat est fièrement revendiqué comme une caractéristique de la Gauche communiste italienne depuis des décennies !

¹⁶ Disponible en anglais sous le titre *Are the Jews a race ?* sur le site marxists.org. Quant à *La conception matérialiste de la question juive* d'Abraham Léon, on peut lire ce livre sur le même site en français.

¹⁷ Evoquant la fable d'«une main d'œuvre servile dans les camps», le PCI (2001) **gomme totalement** la différence entre camps de concentration pour les non-Juifs et centres de mise à mort où les Juifs étaient assassinés dès leur arrivée.

demander également pourquoi, s'il s'agissait d'éliminer uniquement la petite bourgeoisie juive, les nazis ont-ils systématiquement éliminé (ou fait éliminer par leurs alliés fascistes) les prolétaires juifs d'Europe de l'Est, particulièrement en Pologne où ils étaient nombreux, plutôt que de utiliser comme «*une main d'œuvre servile*».

Pour Axelrad, l'antisémitisme n'est qu'une simple illusion idéologique qui aurait eu une utilité idéologique, politique et culturelle : pendant la guerre, pour éliminer la petite bourgeoisie ; après 1945, pour utiliser l'extermination des Juifs afin de légitimer la démocratie bourgeoise interclassiste.

A l'instar de Bebel, Axelrad considère l'antisémitisme comme un phénomène éphémère, un mirage, qui promet des «*solutions à court terme aux classes moyennes*» (Germinario, 2017), catégories sociales destinées à disparaître. Au XIX^e siècle, déjà, le social-démocrate Bebel pensait que les succès électoraux des mouvements de droite antisémites en Allemagne et en Autriche étaient provisoires, et que, une fois ces illusions retombées, «*ce serait notre tour*».

Pour les marxistes de Bebel à Axelrad, «*l'antisémitisme exprimait une opposition face aux tendances du capitalisme à la concentration de la propriété*», mais cette opposition «*échouerait fatalement parce qu'elle était incapable de comprendre les tendances historiques du capitalisme, lucidement identifiées par le marxisme*» (Germinario, 2017). On retrouve aussi cette idée chez le trotskiste Abraham Léon, pour qui l'antisémitisme serait une diversion¹⁸ destinée à «*détourner les masses de leur ennemi réel*» ; et Léon se focalise lui aussi sur la petite bourgeoisie, puisqu'il écrit : «*Le caractère principalement commercial et artisanal du judaïsme, héritage d'un long passé historique, en fait l'ennemi numéro un de la petite bourgeoisie sur le marché intérieur. C'est donc le caractère petit-bourgeois du judaïsme qui le rend si odieux à la petite bourgeoisie.*»

L'antisémitisme se résumerait en quelque sorte à un «*capitalisme des imbéciles*¹⁹», les imbéciles étant tous ces petits bourgeois allemands qui ont haï et persécuté les petits bourgeois juifs en pensant ainsi sauver leur peau.

Des contextes nationaux français et italien favorables au «*négationnisme à gauche*»

Selon Germinario, certaines particularités nationales ont pu faciliter l'apparition, même groupusculaire, du négationnisme à gauche : en Italie comme en France, l'antifascisme a constitué un pilier de la culture politique de la gauche en raison de l'existence de partis ouvriers de masse avant, comme après, la seconde guerre mondiale. En France, le négationnisme a occupé une place sur le «*marché des idées politiques*» car le PCF ne s'est jamais vraiment déstalinisé²⁰ ; il n'a jamais élaboré de

¹⁸ Le PCI («*bordiguiste*») considère lui aussi que la dénonciation de l'antisémitisme serait une diversion : 1) le racisme anti-immigrés et la xénophobie, et non l'antisémitisme, sont LE véritable danger politique en Europe depuis les années 1970, et ces fléaux contribuent à diviser le prolétariat et à empêcher toute lutte de classe efficace ; 2) l'Etat français veut continuer à apparaître comme un modèle d'antifascisme par rapport à l'Allemagne, et à présenter Pétain et la Collaboration comme des phénomènes **exogènes**, liés à la présence des troupes d'occupation allemandes ; 3) la dénonciation du FN (aujourd'hui du RN) est instrumentalisée par la droite et la gauche pour polariser l'attention sur les alliances électorales (Union de la gauche, Front républicain, etc.) et brandir l'épouvantail d'un danger fasciste imaginaire ; 4) Israël se sert de l'antisémitisme pour empêcher toute critique contre ses exactions et crimes de guerre contre les Palestiniens. Ces quatre points importants méritent d'être pris en compte et discutés, même si l'on n'accorde peu de crédibilité à la thèse de l'antisémitisme-diversion.

¹⁹ Cette expression de Germinario est censée résumer la position d'Axelrad sur l'antisémitisme.

²⁰ Rappelons que Fabien Roussel, en décembre 2020, a encore justifié le Pacte germano-soviétique dans une interview à l'occasion du centenaire du PCF (organisation dont le véritable nom était «*Parti communiste, Section française de l'Internationale communiste*») et non PCF, ce qu'aucun journaliste n'a

critique sérieuse des tares du régime soviétique ; et il n'a jamais pris ses distances avec l'URSS, contrairement au Parti communiste italien.

En France, le discours négationniste d'origine ultragauche a pu s'avérer plus crédible ; «*minoritaire au sein de groupes eux-mêmes minoritaires*», il a tenté de s'aménager une niche politique dans un pays où il existait une vieille tradition anticapitaliste-antisémite à gauche (Leroux, Proudhon, Toussenet, Sorel, Berth, etc.). En effet, l'antisémitisme est une idéologie élastique qui peut parfaitement agréger critique partielle du capitalisme et critique radicale de la démocratie bourgeoise.

Selon Germinario, les ultragauches (y compris ceux qui devinrent négationnistes) ont analysé le système concentrationnaire nazi comme une sorte de prolongement des grandes purges staliniennes des années 1920 et 1930 et du Goulag soviétique, puisqu'ils rendaient les détenus staliniens responsables de la surmortalité dans les camps. Persuadés que les lois classiques du mode de production capitaliste pouvaient tout expliquer, y compris le nazisme et le judéocide, ils ont prétendu fournir une explication économique du nazisme et de l'antisémitisme.

Au départ, les ultragauches ne niaient pas l'existence de «*montagnes de cadavres*» (*sic*), mais ils ont cherché une explication qui attribuerait un rôle déterminant aux conséquences matérielles de la guerre, au chaos créé par celle-ci et aux mauvaises conditions d'hygiène et de santé dans les «camps». Pour eux, les nazis ne voulaient pas exterminer les Juifs, car seules les «lois sociales» du Capital pouvaient être responsables du massacre de six millions de Juifs, pas les décisions politiques conscientes des nazis en personne... Les Juifs étaient donc uniquement considérés comme «*une force de travail utilisable jusqu'à leur épuisement psychique et physique*», obéissant ainsi à la «*logique typique du processus de valorisation capitaliste de la force de travail*» (Germinario, 2017). Et une fois disparue, cette force de travail fut encore «*valorisée*» par le Capital, non plus sur le plan économique, mais sur le plan idéologique, politique et culturel, puisque le judéocide servit non pas à dénoncer l'infamie du capitalisme mais à faire apprécier la démocratie et le progrès censés caractériser la société capitaliste.

Pour renforcer leur argumentaire, certains ultragauches se sont appuyé sur le témoignage de Rassinier, individu qui n'avait jamais connu le moindre centre de mise à mort, seulement des camps «classiques», même si la mortalité y était élevée : Buchenwald, qui comprenait très peu de Juifs, surtout des prisonniers politiques et de droit commun ; et Dora, une annexe de Buchenwald et un camp de travail forcé. Pour ce militant successivement communiste, socialiste, pacifiste, puis anarchiste, la mortalité dans les «camps» (tous confondus) était bien moindre que celle annoncée par les Alliés, les témoins ou les historiens. Cette mortalité était liée, selon lui, aux mauvaises conditions matérielles (surpopulation, mauvaise alimentation, absence d'hygiène et maladies non soignées), et pas à un projet nazi d'extermination. Pour Rassinier, s'il y avait certes quelques nazis violents²¹, les véritables responsables

mentionné !). La défense de ce pacte est d'ailleurs une constante comme en témoigne cet article repris dans *L'Humanité* en 2016 qui en souligne les «*points positifs*» <https://www.humanite.fr/un-journal-saisi-et-interdit-613264> !

²¹ Dans *Le mensonge d'Ulysse*, paru en 1950, Rassinier se livre au sport favori des négationnistes en herbe (débusquer des contradictions dans les témoignages et opposer les témoins entre eux) et ne se démasque pas totalement : «*Mon opinion sur les chambres à gaz ? Il y en eut : pas tant qu'on le croit. Des exterminations par ce moyen, il y en eut aussi : pas tant qu'on l'a dit.*» Et, dans un autre passage, il minimise davantage leur existence et réduit leur «*utilisation*» «*dans certains cas*» à l'initiative «*d'un ou deux fous parmi les S.S., et d'une ou deux bureaucraties concentrationnaires pour leur complaire, ou vice-versa*». Rassinier évoque «les camps» mais il s'agit de camps de prisonniers et/ou de camps de travail (que l'humanité a toujours connus selon lui, puisqu'il invoque l'Antiquité égyptienne), mais pas de «camps d'extermination» (Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka II en Pologne) et les lieux qui combinaient les deux fonctions (Auschwitz-Birkenau et Majdanek), qu'on appelle désormais des

de la mortalité élevée dans les camps étaient les prisonniers communistes et socialistes auxquels les nazis avaient en partie confié la gestion des «camps».

Les écrits de Rassinier purent séduire les militants ultragauches parce qu'il condamnait les horreurs de la guerre, les procès de Nuremberg ; aux yeux de ces «radicaux», toutes les barbaries devaient être condamnées, donc aussi bien les bombardements de Dresde, d'Hiroshima ou de Sétif²² que – pourquoi pas ? – le judéocide. Selon l'auteur du *Mensonge d'Ulysse* (1950), c'était la «*bureaucratie concentrationnaire*» (constituée par les prisonniers socialistes et communistes) qui aurait inventé le mythe de l'extermination des Juifs pour couvrir ses responsabilités ! Peu lui importait qu'il contribua ainsi à construire une «*Histoire sans sujet*» où «*le rôle politique des assassins véritables s'évaporait*» (Germinario, 2017). Pour Rassinier, comme pour ses lecteurs ultragauches, les staliniens auraient reproduit dans les camps ce qu'ils faisaient en URSS, et les sociaux-démocrates ce qu'ils avaient ordonné aux corps francs de faire à Luxembourg, à Liebkecht et aux ouvriers allemands qui voulaient prendre le pouvoir dans les années 1918-1923.

Défaites et ressentiment

Germinario avance d'autres hypothèses susceptibles d'expliquer les rapprochements entre négationnistes de droite et de gauche. Selon lui, la gauche révolutionnaire antistalinienne a subi une défaite colossale après 1945 sur les plans :

- étatique (avec l'apparition des démocraties populaires en Europe de l'Est),
- partidaire (l'avènement de partis communistes de masse qui ont contrôlé la classe ouvrière pendant plus d'une trentaine d'années)
- intellectuel et culturel (le «marxisme» stalinien domina le champ intellectuel jusqu'aux années 1970).

Cette situation a pu intensifier une culture du «ressentiment» chez les militants les plus radicaux.

En réalité, cette défaite est antérieure, du moins si l'on suit les analyses élaborées par la Gauche communiste italienne après 1945. Selon ces militants, le capitalisme a remporté une longue série de victoires, comme en témoignent les défaites des révolutions allemandes (1919, 1921, 1923), hongroise (1919), italienne (les deux «années rouges», 1919 et 1920, ou «*Biennio Rosso*») et espagnole (1936), voire du Front populaire français pour ceux qui croyaient la révolution socialiste possible. Sans oublier «l'involution» de la révolution russe. Et cette série de défaites du prolétariat a renforcé encore davantage, notamment pour les partisans de la Gauche communiste italienne, l'idée d'une longue période contre-révolutionnaire qui devait durer des décennies. Dans ce cadre, on comprend mieux cette citation de Bordiga selon laquelle «*la victoire des démocraties occidentales durant la première et la deuxième guerre mondiale a éloigné la possibilité d'une révolution communiste, tandis que l'issue opposée l'aurait accélérée*» (cité dans Germinario, 2017). Ou cette autre affirmation de *Programme communiste* : «*Les fascistes ont perdu la dernière guerre, mais le fascisme l'a gagnée. [...] les vainqueurs des fascistes et des nazis seront contraints (à plus ou moins brève échéance, de façon plus ou moins claire) de reconnaître par leurs actes mêmes qu'ils ont hérité des vaincus les méthodes totalitaires et autoritaires, les seules possibles pour administrer un monde terriblement convulsé par la seconde guerre impérialiste.*» («Le cycle historique de la domination politique bourgeoise», *Programme communiste* n° 11, avril-juin 1960).

centres de mise à mort, dans la mesure où les déportés juifs y étaient emmenés pour y être immédiatement tués et non «détenus».

²² Le premier article du négationniste Pierre Guillaume dans *Libération*, paru le 7 mars 1979, s'intitule d'ailleurs : «Que savent les Français des massacres de Sétif ?»

Autres hypothèses

Peut-être faudrait-il ajouter que l'anticommunisme primaire de Rassinier a pu rejoindre celui de certains anarchistes, situationnistes ou militants ultragauches, nés dans les années 1950 ou au début des années 1960, et qui, comme l'écrivait un militant d'extrême gauche à Jean Amery, étaient «*fatigués qu'on nous dise que nos pères ont tué six millions de Juifs*».

Pour cette nouvelle génération qui n'avait pas connu la période 1939-1945, l'extermination des Juifs était un aspect secondaire (pas un «point de détail» mais presque...) de la seconde guerre mondiale d'autant plus que les organisations françaises juives elles-mêmes firent le choix de ne pas placer le judéocide au premier plan, et qu'il fallut attendre les années 1980 pour que la Shoah arrive au centre des discours politiques.

Rappelons que Jean Barrot (alias Gilles Dauvé) considérait encore en 1996 les camps de concentration comme un «*gigantesque détail de la Seconde Guerre mondiale*». Un autre ultragauche français, ex-«bordiguiste», Jacques Camatte, dans un texte de 1982 où il se livrait à un véritable éloge de Rassinier, déclara qu'il «*n'[avait] pas de temps à perdre*» avec ces questions. Néanmoins il prit soin d'exprimer sa solidarité envers Thion et Faurisson et son indifférence face à tout travail historique sérieux sur le judéocide, au nom de considérations fumeuses sur la «*communauté capital*» et la «*domination réelle*», et de quelques digressions complotistes sur les «sionistes» et les Etats-Unis. Et il n'hésita pas à affirmer : «*Et il y a ceux qui n'ont pas fait de compromis et qui en sont morts ; humainement c'étaient les meilleurs*²³.» Les Juifs assassinés apprécieront certainement que Camatte daigne leur attribuer une bonne note *post mortem* !

Germinario tente d'expliquer l'impact du négationnisme en France en avançant «*une hypothèse de recherche : nous n'excluons pas que l'une des raisons pour lesquelles la France a été l'une des patries électives du négationnisme, et où il y a eu une soudure entre le négationnisme de droite et celui des secteurs minoritaires et idéologisés de l'ultragauche*²⁴, se trouve dans une vague imprégnation situationniste – dont cette gauche a été le porteur et, en dernière analyse, le gardien ultime – que ces mêmes voix du négationnisme de gauche ont trahi.» Mais il ne creuse pas cette hypothèse. Peut-être faudrait-il tout simplement invoquer le «radicalisme verbal²⁵» si répandu à l'extrême gauche et dans les milieux intellectuels ?

En ce qui concerne la raison pour laquelle le négationnisme est apparu plus tard en Italie qu'en France et s'est au départ borné à traduire les textes de Rassinier, Pierpaolo Lauria (2016) apporte une explication légèrement différente. Selon lui, la complicité de l'Italie fasciste avec le judéocide et l'antisémitisme italien ont pu être minorés pendant des décennies grâce à la convergence des démarches politiques d'acteurs aux intérêts pourtant opposés : la communauté juive italienne qui ne voulait pas rompre le consensus antifasciste de l'après-guerre ; les néofascistes du MSI qui prétendaient que l'antisémitisme était uniquement un produit d'importation étrangère ; et la gauche qui s'est concentrée, comme en France, uniquement sur les résistants.

²³ Je ne peux que conseiller la lecture de ce texte à toute personne qui souhaiterait découvrir la suffisance, la bonne conscience et les sommets d'idiotie atteints par certains radicaux de la phrase durant les années 1970/1980 (cf. <https://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/evanescence.html>). Mais, réflexion faite, quiconque a déjà consulté le site lundi matin connaît ce type de prose verbeuse.

²⁴ En italien, Germinario utilise l'expression «*radicalismo di sinistra*», radicalisme de gauche, qui ne fonctionne pas en français.

²⁵ Bien qu'il tienne désormais un discours réactionnaire et xénophobe, on se reportera au texte de Guy Fargette qui fréquenta les milieux situationnistes, sur les «Principes du verbalisme "radical"». <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1184>

Une sémiologue italienne, Valentina Pisanty, qui a consacré deux livres au négationnisme²⁶, avance une autre hypothèse contextuelle : selon elle, «*les négationnistes ont commencé à conquérir un auditoire plus large lorsqu'ils ont appris à exploiter à leur propre avantage les polémiques sur la mémoire qui faisaient rage à l'époque en Europe et aux États-Unis. Il s'agissait de conflits concernant, d'une part, le caractère présumé unique et incommensurable de la Shoah et, d'autre part, l'apparition de mémoires concurrentielles qui contestaient cette primauté*» (2016).

Causes psychosociales du «négationnisme à gauche»

Après avoir décrit comment certaines particularités nationales ont pu expliquer l'apparition de «négationnisme à gauche», en Italie et en France, l'auteur met en avant ce que l'on pourrait appeler des causes psychosociales. Selon Germinario, cette crispation sur Auschwitz et son prétendu «mythe», s'expliquerait, en partie, par le fait que ces militants ultragauches ou situationnistes appartenaient à des groupuscules «*doctrinaires*» qui voulaient «*s'opposer à toutes les autres interprétations politiques et ainsi renforcer leur pureté et leur statut de minoritaire*» (Germinario, 2017).

L'historien italien tente de retrouver, dans les écrits de Bordiga et d'Axelrad, des mécanismes intellectuels présents dans toutes les idéologies totalitaires. Les ultragauches seraient des individus qui privilégient à tout prix la fidélité à la doctrine et pour lesquels les faits historiques ne sont utiles que s'ils confirment leurs hypothèses idéologiques ; le «*doctrinaire*» «*plie et comprime la réalité [historique] pour qu'elle rentre dans ses schémas idéologique de référence*» ; «*lorsqu'un événement historique menace de réfuter certains des fondements sur lesquels repose l'idéologie, le doctrinaire s'emploie alors à prouver que l'événement s'inscrit pleinement dans ses schémas idéologiques : il prétend même que l'histoire doit être interprétée comme une pieuse confirmation de ses schémas de lecture strictement idéologiques, et que toute autre position doit être rejetée parce que fausse et mensongère*» (Germinario, 2017). Le «*doctrinaire*» dénonce les historiens parce qu'ils «*se reconnaissent dans les stratégies du capitalisme, pour tromper et endormir le sens révolutionnaire inné des masses*» (*idem*). Les révolutionnaires «*doctrinaires*» utilisent l'histoire, non pas pour approfondir l'analyse des événements passés, mais pour nier les faits qui ne confirment pas leurs théories. Ils ont besoin de montrer que leur interprétation du passé justifie leur analyse du présent et donc justifie la révolution future.

Plus la réalité est complexe, plus le «*doctrinaire*» prétend offrir des réponses simples : il cherche uniquement à «*confirmer ses propres principes*», «*le Grand Récit fourni par l'idéologie*» et ne perd pas son temps à enquêter sur les faits historiques concrets. Et cette attitude, typique des idéologies totalitaires, se reproduirait dans les petites sectes ultragauches qui souhaitent «*maintenir leur idéologie pure et la protéger contre toute contamination*».

Pour Germinario, avec le négationnisme, on assiste à un «*saut qualificatif épistémologique : puisque le présent – la société pluraliste et démocratique – bénéficiait d'un consensus populaire, et que même les plus critiques se refusaient à remettre en cause le pluralisme politique, il fallait revenir sur le passé, c'est-à-dire sur la rupture [dans l'histoire de l'Europe] provoquée par Auschwitz, afin de définir une stratégie profondément anti-systémique et anti-pluraliste*».

Comme l'auteur ne l'ignore pas, la critique radicale de la démocratie bourgeoise était déjà discutée au sein de la gauche de la Deuxième Internationale. Elle fut formalisée au sein de l'Internationale communiste au début des années 1920, et dans les écrits et la pratique des Gauches communistes européennes durant l'entre-deux-guerres. Elle n'a donc aucun lien automatique avec l'antisémitisme ni a

²⁶ *Abusi di memoria. Negare, banalizzare, sacralizzare la Shoah*, Mondadori Bruno, 2012 et *L'irritante questione delle camere a gas. Logica del negazionismo*, Bompiani, 2014. Même si elle n'est pas historienne de formation (elle a écrit plusieurs livres de sémiologie), elle a aussi analysé des questions politiques comme le racisme, la question des mémoires et le retour des droites xénophobes.

fortiori avec le judéocide, sauf à considérer que l'antisémitisme est une idéologie révolutionnaire, antidémocratique, antipluraliste au fort potentiel totalitaire depuis le XIX^e siècle – ce qui est justement la position de Germinario !

De plus, le dogmatisme des nombreux groupuscules marxistes en Europe ou dans le monde ne permet absolument pas d'expliquer les positions qu'ils adoptèrent face à l'antisémitisme, au nazisme et à la seconde guerre mondiale. Par exemple, les trotskystes ont soutenu (pendant comme après la seconde guerre mondiale) le discours antifasciste dominant ; ils n'ont pas rejeté la lutte pour les droits démocratiques et, quand ils en ont été capables après 1945, ils se sont présentés aux élections pour être élus ; ils ne sont pas devenus négationnistes et n'ont pas dérivé vers une forme particulière d'antisémitisme – même si, depuis au moins la guerre des Six Jours, leur antisionisme a perdu toute base de classe et est de plus en plus ambigu, voire réactionnaire quand il les conduit à soutenir l'extrême droite islamiste.

Négationnisme d'extrême droite et d'ultragauche à l'heure du Web

Selon Germinario, le négationnisme d'extrême droite a été et est encore un phénomène mondial pérenne, et qui ne se limite pas à la France et à l'Italie. Et ce négationnisme de droite a su sortir «*des circuits restreints du militantisme politique*», «*adopter des perspectives plus ambitieuses, en essayant de tailler des brèches plus ou moins restreintes dans l'espace de l'univers médiatique*». Cela est devenu évident, hélas, quand on observe la façon dont l'extrême droite maîtrise Internet et les réseaux sociaux.

Comme l'explique Claudio Vercelli (2014), le Web est un «habitat» idéal pour les complotistes et les négationnistes. Dès le départ, la Toile repose sur plusieurs illusions :

- toutes les connaissances sont immédiatement disponibles ;
- la Vérité va surgir d'une communication horizontale qui se passe de toutes les autorités intellectuelles ou académiques ;
- toutes les idées et tous les raisonnements se valent ;
- chaque internaute peut fixer ses propres règles de vérification et de méthode (ou d'absence de méthode), et elles ne peuvent être mises en cause par personne ;
- les détails les plus insignifiants comptent autant que les généralisations les plus sophistiquées.

On a là tous les ingrédients que l'on retrouve dans le négationnisme – et curieusement aussi dans les théories identitaires qui placent l'expérience personnelle, la souffrance individuelle (pensez à la figure du négationniste qui se prétend persécuté), au-dessus de tout raisonnement construit sur des connaissances longuement accumulées et sur la confrontation d'hypothèses théoriques constamment mises à l'épreuve.

Le communautarisme et la radicalisation algorithmiques (le fait que plus de 70 % des individus qui fréquentent les réseaux complotistes américains les ont découverts grâce aux suggestions prétendument «neutres» des algorithmes de Facebook qui poussent ses clients vers les opinions extrêmes) ont ainsi créé ainsi un lien fécond entre le «*négationnisme organisé*» des groupuscules antisémites, néofascistes ou néonazis et le «*négationnisme spontané*²⁷» des internautes.

²⁷ L'exemple du 6 janvier 2021 à Washington est éclairant : tous les dirigeants et cadres du Parti républicain américain ne sont pas antisémites, notamment la plupart des membres des courants évangéliques, mais la porosité entre le Parti de l'éléphant, la mouvance complotiste et l'extrême droite est telle au niveau du cyberspace que, dans le monde réel, des individus portant des T-shirts («Camp Auschwitz. Le travail rend libre») et «6 millions, ce n'était pas suffisant») ou des insignes du «Club national-socialiste 131» ont pu manifester devant la Maison Blanche puis entrer au Capitole aux côtés d'électeurs trumpistes qui ne partageaient pas forcément leurs idées mais n'ont pas non plus jugé nécessaire de les expulser de leurs rangs. On peut observer ces petites victoires des négationnistes

Contrairement au négationnisme d'extrême droite, le négationnisme ultragauche serait un phénomène éphémère, et uniquement franco-italien, qui n'aurait pas réussi à s'étendre à d'autres pays, même au niveau groupusculaire, et qui aurait pratiquement disparu. Certes, une poignée d' ultragauches s'autoproclamant «révisionnistes» ont parfois puisé dans les livres de négationnistes d'autres pays, voire les ont traduits (c'est le cas notamment du groupe négationniste que certains appellent «La Vieille Taupe n° 2», négationniste, pour la différencier de «La Vieille Taupe n° 1», antistalinienne, conseilliste et pas antisémite ; de la maison d'édition Graphos en Italie qui a publié à la fois plusieurs livres de Bordiga et des ouvrages négationnistes allemands, français et américains). Selon l'auteur, le négationnisme italien a toujours été la «*casse de résonance du négationnisme français*» qui lui a dicté sa ligne, ses tactiques, etc.

Un révélateur

Germinario considère que la cause profonde du négationnisme à gauche serait à chercher dans leur idéologie même : les «bordiguistes», et à leur suite les négationnistes ultragauche qui ont utilisé leurs écrits quitte à les déformer encore davantage, dévoileraient, même si ce n'était pas du tout leur intention, les limites du marxisme, c'est-à-dire l'incapacité de penser véritablement les rapports entre les facteurs économiques, idéologiques et politiques de la réalité sociale moderne. En quelque sorte, la médiocrité des héritiers (légitimes ou illégitimes) de Bordiga révélerait les limites de leurs maîtres à penser. C'est du moins dans ce cadre que Germinario justifie ses recherches sur le «négationnisme à gauche» puisqu'il affirme ne pas être un archéologue qui se passionne pour les groupuscules, mais un historien des idées qui souhaite analyser en profondeur le «*marché des idéologies politiques*».

Marxisme et totalitarisme

Le «mécanisme» et le «dogmatisme» de Bordiga et d'Axelrad proviendraient de leur attachement aux catégories marxistes et de leur pensée «doctrinaire» qui n'est pas susceptible d'être jamais mise à jour. Pour Germinario, Bordiga fut incapable d'analyser en profondeur le totalitarisme parce que, dans ce type de régime, l'économie capitaliste est entièrement subordonnée aux intérêts du Parti, de l'Etat et des gouvernants. Les marxistes peuvent seulement analyser le totalitarisme comme une forme historique d'étatisation de l'économie capitaliste, mais ne sont pas capables d'aller plus loin dans l'analyse et de comprendre que, dans un régime totalitaire, ce sont la politique et l'idéologie qui dictent la règle du jeu au Capital ; dans ce cadre-là il est normal que Bordiga n'ait pas perçu le pouvoir politique de l'antisémitisme, car comme la plupart des marxistes, il ne voyait dans l'antisémitisme qu'un «*résidu d'un passé pré-bourgeois et précapitaliste*».

Au-delà de Bordiga et des «bordiguistes», ce qui est en jeu, pour l'auteur, c'est l'articulation entre économie et politique, donc une incompréhension totale du totalitarisme ou plus exactement une volonté délibérée de ne pas comprendre les points communs entre l'URSS stalinienne (voire léniniste), le fascisme et le nazisme. C'est dans cette perspective que Germinario évoque brièvement les positions de plusieurs marxistes sur le fascisme, le nazisme et l'antisémitisme :

* Selon lui, Dimitrov réduit le nazisme à un fascisme exacerbé qui dévoile les visées impérialistes et expansionnistes du capitalisme ; il ne perçoit pas les spécificités du nazisme, et «*renverse le rapport entre chauvinisme et antisémitisme*» ; il ne comprend pas que l'antisémitisme joue un rôle moteur dans les politiques intérieure et extérieure du nazisme, y compris dans le bellicisme et le chauvinisme allemands. Cette position repose également sur des raisons stratégiques : si l'URSS et les partis

un peu partout dans le monde. Même si en France elles prennent des formes plus discrètes, notamment à cause de la loi Gayssot, les néonazis participent aussi aux manifestations de la droite catholique (cf. les slogans criés le 26 janvier 2014 lors du «Jour de colère») ou de l'extrême gauche (des manif contre la guerre d'Irak ou pour la Palestine à celles des Gilets jaunes).

communistes avaient donné la priorité à la lutte contre l'antisémitisme, ils auraient prêté le flanc à l'accusation de «judéo-bolchevisme» et se seraient coupé des «*classes subalternes et de la petite bourgeoisie plus ou moins sensibles à la charge antisystémique et protestataire de l'antisémitisme*» (Germinario, 2017).

* Pour Germinario, Adorno réduit aussi le nazisme au fascisme, et le fascisme à des pulsions antisémites individuelles. L'antisémitisme devient un phénomène pathologique qui affecte des individus incapables d'affronter le monde et victimes de délires antisémites. Il est dépolitisé dans la mesure où l'antisémite est présenté comme un individu psychologiquement instable, alors que, pour Germinario, l'antisémitisme repose sur une stratégie politique déterminée par les conditions sociales et historiques.

* Quant à Lukacs, il ne trouve pas non plus grâce aux yeux de l'auteur puisqu'il n'établit pas une différence claire entre fascisme et nazisme, ne perçoit pas «*l'autonomie théorique*» de l'antisémitisme, et le réduit à une simple «*couverture idéologique*» des tendances expansionnistes de l'impérialisme allemand.

Pour Germinario, Axelrad, Adorno, Dimitrov et Lukacs réduisent tous les quatre l'antisémitisme «*à une fausse conscience, à une manœuvre habile des classes dominantes pour "détourner" la demande de changement des classes subalternes*» ; il n'est qu'un «*lexique idéologique et politique consciemment faux*» auquel sont censés avoir recours des acteurs politiques ou économiques (la petite bourgeoisie pour Axelrad, l'impérialisme allemand pour Lukacs) afin de masquer leur stratégie réelle. Une telle position aboutit à aplatir les différences entre nazisme et fascisme.

Une idéologie antibourgeoise, capable de mobiliser les masses

Selon Germinario, les diverses interprétations marxistes de l'antisémitisme, qu'elles soient orthodoxes ou hétérodoxes, «*sous-estiment les aspects politiques et culturels liés à la vocation eschatologique et apocalyptique de l'antisémitisme, qui contribuent à en faire une idéologie révolutionnaire capable de mobiliser les masses*»

Les intellectuels révolutionnaires refusent d'admettre que l'antisémitisme puisse être une idéologie révolutionnaire, antibourgeoise, concurrente et puissante, donc ils ramènent l'antisémitisme à des facteurs secondaires qui ne remettent pas en cause leur déterminisme économique.

Selon Germinario, il existe deux grands types d'idéologies anticapitalistes et antidémocratiques²⁸ :

– une idéologie qui se déclare hostile au «*capitalisme de la circulation*», à la Banque et la Finance ; cette idéologie soutient le «*capitalisme productif*» (celui de l'industrie mais aussi de l'artisanat et du petit commerce autochtones, ajouterai-je) contre le «*capitalisme parasitaire*» (monopolisé, dans cette vision fantasmagorique, par les Juifs). Pour l'auteur, cette idéologie relève non pas d'un «*socialisme des imbéciles*» (selon l'expression rendue populaire par le social-démocrate allemand August Bebel, mais qu'il n'a pas inventée), mais plutôt d'un «*socialisme capitaliste*» qui oppose le «*capitalisme productif enraciné dans le territoire national, au capitalisme financier qui est mobile*». Ce dernier, qu'il soit le fait d'acteurs économiques juifs ou pas, est accusé d'être mû par une «*logique hébraïque*²⁹, mobile et

²⁸ Je ne suis pas convaincu par l'étiquette «antidémocratique» qu'il colle au «marxisme», tant il existe une pluralité de courants au sein de cette idéologie, phénomène qui s'est encore accentué après la chute du Mur.

²⁹ On retrouve cette idée de «logique hébraïque», ou d'«esprit juif» millénaire et «nomade» à la fois chez le sociologue antisémite et pro-nazi Werner Sombart (*Les Juifs et la vie économique*, Payot, 1923 et *Le socialisme allemand*, Payot, 1928) et chez le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan (*The Sociology of Democracy*, PM Press 2020 avec une préface de John Holloway et *Manifesto of a Democratic Civilization*, volume 2, New Compass Press 2015, dont le premier volume comportait une préface de David Graeber !).

indifférente à l'enracinement». Ce prétendu «*esprit juif*» dissout toutes les valeurs et les traditions ; il est censé être contraire aux lois de la Nature, nuire à la pérennité de la planète et promouvoir la consommation effrénée, l'amoralité et l'égoïsme ;

– une seconde idéologie qui dénonce le «*capitalisme de la production*», celui qui réalise un profit dans le cadre des rapports Capital/Travail et de l'extraction de la plus-value ; il s'agit du (des) socialisme(s) marxiste(s).

Ces deux idéologies anticapitalistes et antidémocratiques ont entretenu de nombreux points de contact au cours de l'histoire, et leurs partisans ont parfois communiqué dans l'antisémitisme, ce qui n'est pas le fruit du hasard selon l'auteur. C'est pourquoi notre prochain article tentera d'exposer plus en détail les analyses de Germinario sur les fonctions politiques de l'antisémitisme.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 9 mars 2021

Sources (lorsque les textes sont disponibles sur Internet, le site est indiqué entre parenthèses)

Abraham Léon, *La conception matérialiste de la question juive* (1942), Entremonde 2018 (et marxists.org)

Didier Daeninckx, «*Le Journal d'Anne Frank : Les falsifications de Faurisson*», 2007 (phdn.org)

Joseph Gabel, «*Réflexions sur l'affaire Faurisson*», *L'homme et la société* n° 71/72, 1984 (persee.fr)

Francesco Germinario, *Estranei alla democrazia. Negazionismo e antisemitismo nella destra radicale italiana*, Biblioteca Franco Serantini, 2001 (greennotgreed.noblog.org)

Francesco Germinario (dir.), *Il negazionismo. Un fenomeno contemporaneo*, Carocci Editore, 2015

Pierpaolo Lauria, «*Il negazionismo italiano: forme, genesi e sviluppo*», revue *Progressus*, 3^e année, n°1, juillet 2016 (rivistaprogressus.it)

Didier Musiedlak, «*Renzo De Felice et l'histoire du fascisme*», *Vingtième Siècle* n° 21, 1989 (persee.fr)

Ni patrie ni frontières n° 46-47, *Increvables négationnistes 1948-2014* (npnf.eu)

Ni patrie ni frontières, Compil' n° 1, «*Question juive*» et *antisémitisme. Sionisme et antisionisme*, 2008 (npnf.eu)

PCI (Parti communiste international), brochure «*A propos de la polémique sur notre texte "Auschwitz ou le grand alibi" : ce que nous nions et ce que nous affirmons*» (26_auschwitz-2001-w.pdf)

Valentina Pisanty, «*Négationnisme et concurrence des victimes*» in *Témoigner. Entre histoire et mémoire* n° 122, avril 2016 (academia.edu)

Vittorio Rebora, «*La Shoah e il negazionismo: un'analisi filosofica*», *Pandora Rivista*, 27 janvier 2020 (pandorarivista.it)

Shlomo Sand, «*Sorel, les Juifs et l'antisémitisme*», *Cahiers Georges Sorel* n° 2, 1984 (persee.fr)

Claudio Vercelli, *Il negazionismo. Storia di una menzogna*, Laterza, 2013

Claudio Vercelli, 30 octobre 2014, intervention à partir de la 14^e minute, dans le cadre d'un panel d'historiens sur la Shoah et le négationnisme sur la Toile, «*Shoah e negazionismo nel Web: una sfida per gli storici*» <https://www.youtube.com/watch?v=l19IzfVOPg>